

1ère réunion CSEC extraordinaire - 24 septembre 2026

Une première réunion de consultation sous tension

Dès l'ouverture de la séance, les élu-es CGT ont rappelé les conséquences des annonces de la Direction : incertitude prolongée depuis janvier, inquiétude des salarié-es et aggravation des risques psychosociaux.

La CGT a également répondu au Directeur général qui avait mis en cause les syndicats dans le climat anxieux. **Ce n'est pas l'action syndicale qui crée l'inquiétude : c'est le projet de licenciements et l'absence de communication claire de la Direction.**

[Lien vers notre déclaration « C'est la faute aux syndicats ! »](#)

« Monsieur le Directeur, vous aviez deux choix : développer l'AFPA ou faire un PSE. Vous avez choisi le PSE »

Face aux explications économiques de la Direction, les élu-es CGT ont rappelé que les difficultés de l'AFPA ne sont pas nouvelles et qu'elles sont la conséquence de choix politiques.

La CGT a rappelé à la Direction que des centres situés dans des territoires fortement touchés par le chômage sont aujourd'hui menacés de fermeture. Les élu-es CGT ont refusé que ces fermetures soient considérées comme une simple opération comptable.

[Lien vers notre "déclaration d'actualité"](#)

Quels impacts pour les territoires ? Pour les stagiaires ? Pour les salarié-es ?

La CGT a interpellé la Direction en prenant pour exemple les régions PACA, Grand Est, AURA et Hauts-de-France, où plusieurs centres sont menacés alors que les besoins de formation sont importants. La fermeture d'un centre ne signifie pas automatiquement que son activité sera reprise ailleurs : elle peut créer de nouvelles zones blanches de formation.

Face aux nombreuses réponses renvoyées aux CSEE, les élu-es CGT ont dénoncé le « ping-pong national/régions » et demandé que la Direction générale s'engage à ce que les Directions régionales répondent à toutes les questions qui seront posées dans les instances régionales.

Emplois, organisation et conditions de travail : beaucoup de questions restent ouvertes

Les élu-es CGT ont demandé des précisions sur les conséquences concrètes de cette nouvelle organisation : charges de travail, missions des salarié-es, évolution des métiers, conséquences des transformations de postes...

Pour la CGT, supprimer des emplois ne peut pas constituer une réponse durable aux difficultés de l'AFPA, alors que les missions, elles, devront continuer à être réalisées.

RPS : la prévention ne peut pas attendre

La Direction annonce des cellules d'écoute, un accompagnement psychologique et des plans de prévention régionaux par site. Les élu-es CGT ont demandé si les risques avaient été évalués avant les annonces, et constaté qu'aucun véritable plan de prévention n'a été présenté.

Pour la CGT, il ne suffit pas d'intervenir une fois que les salarié-es sont en difficulté : il faut agir sur les causes des risques psychosociaux, notamment l'incertitude, les suppressions de postes, la réorganisation et l'augmentation des charges de travail.

Une expertise votée à l'unanimité

À la demande des élu-es, le CSEC a voté à l'unanimité le recours à une expertise dans le cadre du projet de plan de licenciements et de restructuration de l'AFPA, avec la désignation de Sextant Expertise et du cabinet certifié Elabore.

Cette expertise devra permettre d'analyser les conséquences économiques, sociales, organisationnelles ainsi que les impacts sur la santé et les conditions de travail.

Prochaines étapes :

- Réunion n°1 CSEE extraordinaire : 28 septembre 2026
- 1ère réunion négociation PSE – direction/ syndicats : 30 septembre 2026
- Réunion n°2 CSEC extraordinaire : 22 octobre 2026

LA CGT MET LES MOTS SUR LA RÉALITÉ ET APPELLE À LA MOBILISATION

La première chose sur laquelle nous devons être clairs, ce sont les mots :

Ceci n'est pas un PSE : c'est un plan de licenciements.

Ceci n'est pas un plan de transformation : c'est un plan de démantèlement.

Intervention CGT en CSEC : « La Délégation CGT du CSEC apporte son total soutien aux salarié-es en lutte dans les centres, notamment celui de Douai-Cantin et celui d'Auray, qui seraient condamnés à la fermeture mais également à tous les salarié-es concernés par des suppressions de poste et pas l'abandon de leurs GRN.

Le 29 septembre, en lien avec l'appel national et intersyndical, la délégation CGT appelle le personnel, les syndicats ici représentés à rejoindre les grèves et les manifestations dans toute la France pour lutter aussi contre le plan de licenciement à l'AFPA.

Parce que défendre l'AFPA, c'est défendre les services publics. »

[Lien des rassemblement de manif](#)

Le combat pour l'AFPA ne fait que commencer.

Le 29 septembre, mobilisons-nous !

